

Génocide des Tutsis : la vérité, maintenant !

Comme tout crime contre l'humanité, le génocide des Tutsis du Rwanda nous concerne. D'autant que ce crime fait aussi partie de l'histoire de notre pays. Notre génération refuse la loi du silence et réclame la vérité. C'est pourquoi nous irons, ensemble, au Rwanda, où nous porterons ce message à la société civile et aux jeunes générations rwandaises.

Disons-le en effet clairement: Paris a soutenu le régime génocidaire au Rwanda avant, pendant et après le génocide perpétré contre les Tutsis, qui fit plus de 800 000 victimes entre avril et juillet 1994. Une poignée de personnalités, de droite comme de gauche, situées au plus haut niveau de l'appareil d'Etat, endossa au cours du second septennat de François Mitterrand la responsabilité d'une politique secrète qui dura de minima de 1990 à 1994.

Cette politique, qui ne fut jamais discutée au Parlement, et encore moins devant les Français, prit la forme d'un soutien politique, militaire et diplomatique envers les extrémistes rassemblés dans le mouvement "Hutu Power", mouvement dont l'appareil d'Etat français connaissait la nature structurellement raciste, totalitaire, génocidaire.

Depuis vingt ans maintenant, cette poignée de responsables, croyant ainsi sauver leur honneur, refusent de répondre de leurs actes et tentent d'obstruer l'éclatement de la vérité en tenant un discours de déni, voire de négationnisme.

Les faits sont pourtant éloquentes.

Il est établi que, d'octobre 1990 à la fin 1993, alors même que de nombreux télé-

grammes diplomatiques alertaient de la possible extermination totale de la population tutsie au Rwanda, Paris a soutenu les extrémistes, notamment en formant et armant la gendarmerie nationale, les Forces armées et la Garde présidentielle qui allaient être les fers de lance du génocide. Ce soutien, alors direct, ne fut interrompu ni pendant l'extermination, ni même après.

Il est établi que le gouvernement putschiste et génocidaire fut formé à l'ambassade de France, sous l'égide de l'ambassadeur de France, au lendemain de l'attentat contre l'avion du président rwandais Juvénal Habyarimana. Ce fut le dernier acte d'un coup d'Etat, entamé avec l'attentat et l'assassinat de la Première ministre démocrate Agathe Uwilingiyimana, quelques heures avant la réunion à l'ambassade.

Il est établi que seules les autorités françaises ont accepté de recevoir en plein génocide, le 27 avril 1994, Jérôme Bica-mumpaka, ministre des Affaires étrangères du gouvernement génocidaire, et Jean-Bosco Barayagwiza, membre fondateur de "Radio-la-haine", la funeste Radio mille collines.

Il est établi que l'Opération turquoise, lancée le 22 juin sous le chapitre VII de l'Onu, ne fut pas, comme cela a été officiellement présenté, une opération neutre et humanitaire. Certes les ordres de l'Opération turquoise stipulaient qu'il convenait de "faire cesser les massacres", mais ils visaient aussi à "rétablir l'autorité" des forces locales "civiles et militaires" qui venaient de commettre le génocide.

Il est établi que, pour se porter au secours des rescapés, des soldats français ont dû désobéir aux ordres de l'état-major de Turquoise. De cela, les rescapés des collines de Bisero, abandonnées aux milices génocidaires trois jours durant par les soldats français, témoignent implacablement.

Il est établi que cette opération "militaro-humanitaire" a permis de couvrir la retraite vers le Zaïre du gouvernement génocidaire et des milices, sous la protection de fait d'un contingent qui, malgré son engagement sous le chapitre VII de l'Onu, avait reçu ordre des plus hautes autorités politiques et militaires françaises de rester l'arme au pied.

La liste des faits incriminants est longue, fondée sur des documents officiels, des enquêtes journalistiques et la mis-

sion d'information parlementaire de

1998. Les éléments cités ne sont pas exhaustifs, mais ils disent bien la profondeur de la collaboration entre certains hauts responsables français et le régime auteur du génocide.

Depuis vingt ans, ces hauts responsables se drapent dans "l'honneur de la France" qui serait, disent-ils, mis en cause. Leur rhétorique indigne vise à enrôler d'autorité la France tout entière afin d'abriter leurs responsabilités dernière son innocence.

La question aujourd'hui posée est donc simple, claire, nette: cette poignée de personnalités sont-ils la France?

A cette question, la France qui vient, celle de notre génération, répond avec clarté et fermeté par la négative.

Nous, dirigeants de jeunesse de partis politiques français, d'associations de jeunesse, défendons et soutenons le devoir de vérité, tout de suite. La recherche de la vérité sur le génocide des Tutsis est pour nous un absolu. Elle ne relève pas d'un compromis dans un rapport de forces politique ou diplomatique, ni d'un soutien politique à un régime ou à un gouvernement particuliers.

A ceux qui pensent qu'un mensonge national vaut mieux qu'une vérité qui met en cause certains Français, nous disons que la France n'est jamais aussi grande et digne que lorsqu'elle fait face, avec courage et lucidité, à son passé. Le travail de vérité est une exigence, lever le voile un impératif.

Notre génération, toutes tendances politiques républicaines confondues, rejette, contre ceux qui tentent de nous l'imposer, l'héritage empoisonné de la collaboration. Nous combattons l'indifférence, le déni et le silence d'Etat. La lutte contre le négationnisme n'est pour nous pas négociable.

Dans cette lutte, nous n'entendons pas laisser une poignée de hauts responsables parler au nom de la France, donc en notre nom à tous, ni utiliser impunément comme bouclier rhétorique une France à qui rien n'a jamais été demandé, qui n'y est pour rien. A eux, qui instrumentalisent l'honneur d'un

pays et croient sauver le leur en cachant la vérité, nous disons que plus le temps

passé, plus ils seront jugés durement par l'histoire et par la France.

Nous exigeons de ceux qui ont endossé cette politique criminelle, en premier lieu quand ils font partie de nos formations, qu'ils aient le courage de répondre sans faux-fuyant aux questions précises, nourries et factuelles que pose la politique qui fut menée par Paris. Des zones d'ombre demeurent sur le champ et l'étendue des responsabilités individuelles. Il convient de rentrer dans le détail, d'examiner les faits, les multiples preuves. L'ouverture immédiate des archives s'impose pour permettre aux historiens de travailler sans entraves.

Nous irons à Bisesero inhumer ceux qui y ont été exterminés et rendre hommage à ces soldats français de Turquoise qui, confrontés à un choix terrible et

douloureux, eurent le courage de désobéir aux ordres pour sauver des hommes, des femmes et des enfants voués à la mort.

Nous voulons par notre présence marquer celle de la France au Rwanda en ces temps de commémorations, qui s'achèvent le 4 juillet. Ce qui est en jeu, c'est notre rapport à la vérité. C'est notre relation à l'Afrique. C'est notre capacité à affronter l'histoire. Ce sont nos valeurs démocratiques fondamentales. Ce qui est en jeu, c'est l'honneur de notre pays. Le vrai.

→ *Paul Morin, directeur exécutif du Mouvement antiraciste européen – Egam, Laura Slimani, présidente des Jeunes socialistes, Antoine Carette, président des Jeunes démocrates (Modem), Laura Chatel et Lucas Nédélec, secrétaires fédéraux des Jeunes écologistes, Nordine Idir, secrétaire général du Mouvement des jeunes commu-*

nistes de France, Selim-Alexandre Arrad, président des Jeunes radicaux de gauche, Sacha Reingewirtz, président de l'Union des étudiants juifs de France, Raphaël Der Agopian, président de l'Union générale des Arméniens de bienfaisance – jeunes, Blaise Cueco, coordinateur national de SOS racisme, William Martinet, président de l'Union nationale des étudiants de France, Corentin Durand, président de l'Union nationale lycéenne, Sonia Aïchi, présidente de la Fédération indépendante et démocratique lycéenne.

BENJAMIN ABTAN

Président du
Mouvement
antiraciste
européen Egam.
<http://www.egam.eu>
- @EGAMOfficial
* Voir la liste des
signataires en note.